

CONTRIBUTION À LA DÉFINITION D'UN STYLE MÉDITERRANÉEN DE DÉVELOPPEMENT (*)

Manuela Silva (**)

«[...] no se trata de apresentar otra utopia, sino, más bien, una *distopia*, pues lo que se ha convertido en urgente es acabar con el actual modelo de desarrollo ya que este modelo occidental, con su metástasis hacia otros continentes, no mitiga la pobreza que aflige a la mayor parte de los seres humanos. [...] Lo que hace falta ahora es algo que vaya más allá de una revolución. Lo que precisamos es un autentico *renacimiento*.»

J. L. Sampedro, 1981

«Everyone knows that the utopia of our century is materially possible.»

F. H. Cardoso, 1977

Introduction

L'heure du désenchantement, qui caractérise la prise de conscience de l'opinion publique mondiale en matière de croissance économique, peut bien devenir un temps privilégié de changements d'attitude à l'égard du développement — concept et stratégies de base. Elle peut devenir aussi un défi en vue de la recherche de nouvelles voies alternatives, plus imaginatives et diversifiées, que le modèle standard. Modèle qui s'est axé sur l'industrialisation, l'intensité du capital investi, la concentration urbaine et les effets soi-disant d'entraînement.

Depuis 30 ans que des économistes de renom clament contre l'exportation vers les pays en voie de développement de ce modèle de croissance économique. En particulier, ils dénoncent ses goulots d'étranglement, ses conséquences néfastes sur l'identité socioculturelle de certaines régions et sur l'aggravation des inégalités inter-régionales et intra-régionales; ses incidences négatives sur l'emploi et les conditions de vie des gens; ses effets

(*) Communication présentée au colloque «Stratégies alternatives de développement de la région méditerranéenne», organisé à Naples. Octobre 1983, par UNITAR (Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche).

(**) Professeur à l'Institut Supérieur d'Économie, co-directeur de la revue *Estudos de Economia*, co-directeur de CISEP (Centre de Recherche sur l'Économie Portugaise).

sur le renforcement des liens de domination que les économies du centre exercent sur celles de la périphérie (1).

Malgré le poids de ces voix critiques, qui ont même réussi à pénétrer au dedans des frontières de quelques organisations mondiales (voir la Banque Mondiale, l'OIT et d'autres organisations spécialisées de l'ONU), leurs incidences en termes de changement des politiques nationales concrètes ont été très faibles et, dans un certain sens, décevantes. Ceci signifie que la logique de l'internationalisation du capital a réussi, jusqu'à présent, à imposer un certain modèle de croissance économique, qui lui est sous-jacent, même s'il s'est avéré contre les intérêts des peuples des régions non industrialisées.

Dans le cas des régimes politiques démocratiques, on pourrait s'attendre que les responsables politiques (gouvernement et d'autres) seraient en même de représenter les vrais intérêts du peuple de chaque pays et y joueraient le rôle de mener la politique économique du développement national vers l'amélioration du niveau de satisfaction des besoins et des aspirations des citoyens y compris l'utilisation optimale de leurs capacités (emploi), l'élargissement de la dimension endogène du développement et le renforcement de son caractère d'autosustentation potentielle (self-reliance).

L'analyse des expériences historiques montre, cependant, que ce n'est pas le cas. Les responsables politiques y inclus ceux des régimes démocratiques sont parmi ceux qui ont la plus grande difficulté à accepter les apports nouveaux de la théorie économique (Keynes avait raison quand il disait que les politiciens sont toujours les enfants d'un économiste défunt!). En craignant de risquer leur popularité auprès des citoyens qui les ont élus, les responsables politiques préfèrent suivre les voies les plus traditionnelles, en croyant que celles-ci ne les exposent, autant que les chemins plus innovateurs, aux jugements de leurs électeurs (2).

Aujourd'hui, la situation se présente, cependant, de façon différente. La crise, qui s'est déclenchée au début des années 70 au sein des économies industrialisées, a eu le mérite de révéler les faiblesses du modèle d'une façon éclatante à plusieurs régards. Parmi ses symptômes, il faut rappeler: la surproduction, le chômage structurel, l'inflation persistente, la sur-consommation énergétique, etc.. De son côté, la rupture du système financier mondial pèse aussi comme une menace et elle est une source de tensions permanentes sur l'économie mondiale.

(1) Voir les travaux de Myrdal, Seers, Prebisch, Sunkel, Perroux, Cardoso, Amin, parmi d'autres, depuis la fin des années cinquante.

(2) Parfois, les missions formées par des experts internationaux ont plus de chances d'introduire de nouvelles orientations et des changements plus radicaux auprès des gouvernements que les experts et les conseillers techniques du pays. Il y a une vaste et intéressante littérature sur les rapports entre la politique économique et le pouvoir politique de base parlementaire. Voir, à titre d'exemple, F. Moura, 1981.

La prise de conscience des pays du Tiers-Monde et leur organisation en vue d'un nouvel ordre économique international exige un autre partage de la richesse et du pouvoir et impose aussi une division internationale du travail, différente de celle qui a prévalu aux années précédentes.

L'éveil d'une conscience plus aigüe sur les aspects économiques crée, aussi, une malaise croissante face au modèle de croissance économique encore dominant et met en cause l'idéologie de la croissance en soi. Ceci se passe surtout au sein des pays industrialisés.

Par cet ensemble de raisons, on peut donc attendre que l'approfondissement de la crise actuelle dans toutes ses dimensions (financière, économique, idéologique et culturelle) apportera une contribution au changement d'approche au développement, contribution plus décisive que toute la réflexion académique antérieure, quoique celle-ci ait été aussi très importante. C'est la crise, elle-même, qui ira imposer le chemin des solutions nouvelles. On y peut deviser déjà quelques tendances.

Dans ce contexte de changement rapide, quelle est la position réservée aux pays de la région méditerranéenne? Comment peut-on juger leur expérience passée en matière de développement? Y-a-t-il des caractéristiques communes? Comme on verra au chapitre 1, on peut parler d'une croissance appauvrissante pour caractériser l'expérience des derniers 30 ans. S'il est vrai que la plupart des pays concernés a enregistré, jusqu'au début des années 70, des taux de croissance économique appréciables, il faut reconnaître que ceux-ci ont été accompagnés par des phénomènes d'appauvrissement à plusieurs égards. Ceux-ci ne sont pas identifiés par une comptabilité myope; pourtant, ils sont réels et sont à la source de problèmes structurels importants et d'inégalités frappantes (voir chapitre 1).

On se demandera encore si l'on peut concevoir un style de développement méditerranéen. Quelles caractéristiques doit-il présenter? Quelles conditions préalables (restrictions) se présentent à l'implémentation d'une nouvelle stratégie? (Chapitre 2). Finalement, l'importance que l'on accorde à la participation dans l'approche d'une nouvelle voie de développement justifie que l'on réserve un chapitre spécifique pour aborder ce sujet (chapitre 3).

On finira cette introduction par une remarque préliminaire à propos de l'idée de région méditerranéenne.

Il n'est pas évident que l'on puisse parler de région méditerranéenne, en tant que catégorie appropriée du point de vue de la caractérisation d'un modèle économique passé, et, surtout, en tant que catégorie pertinente à la définition d'un certain style de développement pour l'avenir. Mais c'étant un des objectifs de ce projet de recherche de vérifier jusqu'à quel niveau on pourra prendre la région méditerranéenne comme entité d'ensemble, on croit qu'il est raisonnable d'accepter le concept comme hypothèse de travail. Ceci dit, il faut admettre que les pays de l'orle de la Méditerranée [plus le Portugal qui, n'étant pas baigné par la Mer Méditerranée, est, néanmoins, par sa géographie, son climat, sa culture et son histoire, partie intégrante de la

région méditerranéenne⁽³⁾], malgré leurs similitudes, présentent des différences considérables: économiques, politiques, religieuses, culturelles, dont il faut tenir compte.

1 – La croissance appauvrissante: quelques exemples

Les économies des pays méditerranéens fournissent un exemple très frappant de ce que l'on peut appeler la croissance appauvrissante. En effet, si l'on considère les taux de croissance économique depuis 60, on sera frappé de constater les bons résultats achevés par la plupart des économies nationales de la région. Les rythmes d'expansion de l'industrialisation sont encore plus remarquables, ce qui est d'accord avec l'importance que l'on a attribué à l'industrie manufacturière dans le processus de croissance économique enregistrée dans la période considérée (vide tableau 1).

TABLEAU 1
Taux de croissance du produit

Région méditerranéenne (quelques pays)	Taux de croissance du produit (pourcentage)		Taux de croissance du produit industriel (pourcentage)	
	1960-1970	1970-1979	1960-1970	1970-1979
Algérie	4.6	5.8	12.9	6.5
Egypte	4.2	7.6	5.3	7.8
Espagne	7.1	4.4	9.4	4.3
Grèce	6.9	4.9	9.4	5.3
Israël	8.1	4.6	-	-
Jugoslavie	5.8	5.9	6.3	7.2
Portugal	6.2	4.5	8.8	4.6
Syrie	5.7	9.0	6.3	10.8
Tunisie	4.7	7.6	8.2	8.6
Turquie	6.0	6.6	9.6	7.9

Source: World Development Report, 1981.

Cette évolution s'est accompagnée d'un changement structurel profond en ce qui concerne la répartition de la population active par branches d'activité, ce qui laisse entrevoir des changements considérables sur le style de vie et les rapports sociaux (vide tableau 2).

(3) À l'ère greco-romaine, il y avait déjà l'idée que les pays du littoral de la Méditerranée constituaient une entité stratégique du point de vue politique, économique et sociale. À l'époque contemporaine, F. Braudel a ressuscité le thème de la région méditerranéenne en tant qu'entité geo-stratégique et politique. Le débat autour de la question de l'élargissement de la Communauté Européenne vient aussi contribuer à réactualiser cette problématique [vide Tsoukalis, L. (1981)].

TABLEAU 2

Population active dans l'industrie et dans l'agriculture (pourcentage)

Région méditerranéenne (quelques pays)	Industrie		Agriculture	
	1960	1979	1960	1979
Algérie	12	24	67	32
Egypte	12	29	58	50
Espagne	31	40	42	15
Grèce	20	28	56	38
Israël	35	36	14	7
Jugoslavie	18	33	63	31
Portugal	29	36	44	25
Syrie	19	31	54	32
Tunisie	18	32	56	35
Turquie	11	13	78	54

Source: World Development Report, 1981.

Ce processus de croissance économique a été suivi par plusieurs phénomènes, parmi lesquels il faut souligner les suivants:

- Tout d'abord, un flux migratoire d'énormes proportions. Des masses humaines se sont déplacées de leurs régions d'origine vers les pays de l'Europe du centre, à la recherche de travail et des conditions matérielles de vie plus favorables. L'industrialisation et la croissance économique, non seulement elles n'ont pas réussi à créer des opportunités de travail productif et mieux rémunéré pour la population active des différentes régions, comme elles ont contribué à la destruction des postes de travail sur place. Dans quelques pays, il y a eu même réduction de l'offre globale de l'emploi (M. Silva, 1981);
- À côté du mouvement migratoire vers l'étranger, il faut rappeler aussi l'exode rural et la concentration urbaine qui ont accompagné la croissance économique de maints pays. Ce phénomène présente deux dimensions bien connues: l'appauvrissement de la zone rurale et le congestionnement des villes;
- À la ressemblance de ce qui s'est passé en conséquence de l'émigration à l'étranger, l'exode rural a atteint, de façon plus dramatique, les segments de la population les plus capables — les jeunes, les gens les plus dynamiques, ceux qui ont plus d'initiative, ceux qui sont plus prêts à courir des risques d'innovation. Ceci donne lieu au vieillissement rela-

tif de la population qui demeure sur place, à l'augmentation des taux de dépendance économique, à la rarefaction de la force de travail et réduction de la capacité d'innovation et d'entreprise locale;

- L'afflux des gens à la ville crée des problèmes de logement, de transports, de services collectifs en général et fait augmenter énormément les coûts de reproduction de la force de travail;
- La desestructuration du système productif national est aussi parmi les conséquences du style de croissance économique suivi. L'expansion de quelques branches de l'industrie manufacturière n'a pas réussi à créer un tissu industriel suffisamment cohérent. L'agriculture a été fort marginalisée et elle a subi les conséquences d'un processus d'accumulation établi en fonction des intérêts de l'industrie (politique de bas prix agricoles, afin de maintenir bas coûts salariaux dans l'industrie). Le cas du Portugal est frappant, à cet égard (M. Silva, 1981);
- La stagnation de l'agriculture doit être considérée comme un appauvrissement réel des ressources des différentes régions et elle est à l'origine de la dépendance alimentaire qui ne cesse pas d'augmenter dans quelques pays (vide tableau 3);
- Le modèle de croissance adopté est aussi à l'origine d'une dépendance externe accrue, dont plusieurs indicateurs en reflètent l'ampleur (pourcentage du commerce extérieur dans le PIB, taux de couverture des importations par les exportations, endettement et service de la dette extérieure, pénétration du capital étranger, etc. (vide tableau 4);
- L'appropriation des fruits de la croissance s'est faite de façon très inégale sous plusieurs angles: régional, socio-professionnel, sectoriel. La répartition du revenu a connu un degré accentué de concentration. La pauvreté n'a pas été éliminée (M. Silva, 1981 et 1983);
- Finalement, il faut encore souligner la fragilité de ces économies face à la crise du monde industriel capitaliste qui a éclaté en 1973. La vulnérabilité face à la crise est bien illustrée par quelques indicateurs concernant l'inflation, le chômage et le déséquilibre externe des dernières années (vide tableau 5).

En synthèse, on peut affirmer que le style de croissance économique, qui a prévalu dans la région méditerranéenne, à la ressemblance de ce qui est arrivé dans beaucoup d'autres pays d'industrialisation retardée, peut être défini comme une croissance appauvrissante. Cet appauvrissement s'observe à plusieurs égards: fuite de ressources humaines (exportation de main-d'oeuvre), aggravation des inégalités internes, renforcement de la dépendance vis-

-à-vis l'extérieur, vulnérabilité à la propagation des crises, transférences de valeur basées sur la sous-estimation de la valeur du travail; essort de plusieurs disfonctions (bidonvilles, chômage, congestionnement urbaine, pollution, desertification de zones rurales, etc.).

TABLEAU 3
Dépendance alimentaire

	Indice de production alimentaire/tête 1977-1979 — (1969-1971 = 100)	Importation de produits alimentaires dans l'ensemble des importations	
		1960 — Pourcentage	1978 — Pourcentage
Algérie	75	26	17
Egypte	93	23	26
Espagne	125	16	16
Grèce	118	11	9
Israël	110	20	11
Jugoslavie	116	11	7
Portugal	77	15	16
Syrie	145	24	12
Tunisie	118	20	12
Turquie	110	7	1

Source: World Development Report, 1981.

TABLEAU 4
Dépendance externe

	Exportations/PIB — Pourcentage		Termes d'échange (1975 = 100)		Service de la dette en pourcentage			
	1960	1979	1960	1979	Du PNB		Des exportations de biens et de services	
					1970	1979	1970	1979
Algérie	28	32	39	113	0.8	8.6	3.2	25.6
Egypte	20	31	92	75	4.1	5.5	28.7	15.8
Espagne	11	15	124	100	0.5	0.9	3.6	5.6
Grèce	9	17	109	91	1.0	1.9	7.1	8.4
Israël	14	41	109	97	0.7	4.7	2.6	10.3
Jugoslavie	14	14	100	103	1.7	0.8	8.3	4.2
Portugal	17	26	97	95	1.3	1.9	4.4	5.3
Syrie	-	20	69	102	2.1	3.8	11.0	16.5
Tunisie	20	38	64	81	4.5	4.8	18.5	11.8
Turquie	3	5	-	84	1.3	1.1	16.3	12.9

Source: World Development Report, 1981.

TABLEAU 5

Indicateurs de déséquilibres

	Inflation		Chômage	Balance courante avant le paiement des intérêts sur la dette externe (Millions de dollars)	
	1960-1970	1970-1979		1970	1979
	Algérie	2.3	13.3	-	- 116
Egypte	2.7	8.0	4.6 (79)	- 116	- 1.316
Espagne	8.2	15.9	11.7 (80)	151	2.309
Grèce	3.2	14.1	-	- 364	- 1.591
Israël	6.2	34.3	5.1	- 600	- 1.093
Jugoslavie	12.6	17.8	11.9	- 276	- 3.442
Portugal	3.0	16.1	8.2	98	(a) 373
Syrie	1.9	12.7	-	- 63	+ 173
Tunisie	3.7	7.5	-	- 35	- 134
Turquie	5.6	24.6	46.5	- 28	- 752

Étant donné le poids des intérêts de sa dette extérieure, la balance courante est fort négative.
Voir les données suivantes (millions de dollars):

1974 (—) 829	1977 (—) 1495	1980 (—) 1251
1975 (—) 819	1978 (—) 826	1981 (—) 2710
1976 (—) 1289	1979 (—) 52	—

Source: World Development Report, 1981; BIT World Yearbook, 1982, pour les taux de chômage.

2 – Le défi d'un nouveau style de développement

On discutera maintenant s'il y aura un style de développement plus approprié à la région méditerranéenne et quelles pourraient être ses caractéristiques.

La notion de style de développement a été introduite dans la pensée économique par les auteurs latino-américains. (Vide A. PINTO, 1978.) Ce concept apporte une contribution très importante à l'idée qu'il n'y a pas un modèle unique de développement valable pour tous les temps et toutes les régions du monde. Le développement, étant un processus de changement global, il ne peut ignorer les conditions historiques concrètes, y compris le système de valeurs des gens concernés, leurs aspirations et motivations de comportement. Le développement, étant un processus d'amélioration des conditions d'utilisation des ressources locales en vue du meilleur niveau de satisfaction des besoins des populations concernées, il ne peut passer à côté des ressources locales et leur position relative face à d'autres espaces. Le développement ne peut, non plus, ignorer l'ensemble des restrictions qui se présentent à un moment donné.

Cette approche permet de renforcer l'idée qu'il peut avoir plusieurs styles de développement («il n'y a pas de voie royale et unique») chacun doué de sa logique propre. La recherche du style le plus approprié à une région ou pays s'avère donc un domaine important de la politique du développement.

Malgré les différences que l'on peut signaler dans la région méditerranéenne (différences de régime politique, de potentialités économiques, niveau d'industrialisation déjà atteint, système de valeurs, etc.), on y constate, cependant, un certain nombre de caractéristiques communes qu'il sera intéressant de faire remarquer:

- La petite ou moyenne taille de la plupart des territoires nationaux de la région (on n'y trouve pas de pays de très grande dimension), ce qui demande une considérable ouverture de ces économies à l'extérieur;
- Des ressources agricoles appréciables, notamment si l'on tient compte des coûts énergétiques relatifs, dans l'actuel contexte du prix de l'énergie;
- Des ressources humaines relativement abondantes et, notamment, une main d'oeuvre qualifiée, surtout dans quelques uns des pays de la région;
- Une mémoire collective encore vivante des technologies à la base d'énergies alternatives, laquelle peut être potentialisée sans difficulté et avec des gains énormes, dans l'actuel contexte de prix de l'énergie conventionnelle;
- Une large tradition de commerce entre peuples différents, laquelle peut être orientée vers l'intensification des rapports avec les pays du Tiers-Monde;
- Une population relativement plus jeune, quoique, elle aussi, en voie de vieillissement, comme il arrive dans les pays industrialisés;
- Valeurs culturelles profondément enracinées (notion de temps, sens esthétique, l'art de convivre; valeur des relations humaines; solidarité personnelle et familiale, etc.) qui doivent pénétrer les différents styles de développement.

C'est vrai que les pays de la région méditerranéenne présentent, aujourd'hui, des situation fort différentes en ce qui concerne leur intégration dans l'économie mondiale et leurs relatifs degrés de liberté vis-à-vis d'un style plus endogène de développement. Cependant, il ne serait pas impossible de trouver un style plus approprié au niveau de la région, notamment une stratégie plus auto-déterminée et mieux concertée.

On ne crée pas un nouveau style de développement sans que les conditions concrètes, dans un certain sens, l'impose. Or, nous sommes parvenus à un tel moment de la crise économique qu'il nous semble que ces conditions concrètes existent. En effet, on est obligé d'admettre, sans hésitation, que la crise du modèle de croissance économique dominant n'est pas une

malaise passagère. Les symptômes, tels que nous les observons aujourd'hui — le chômage croissant, l'inflation indomptable, les déficits externes — qui affligent la généralité des pays de la région (ainsi que d'autres parties du monde) sont des affleurements de ruptures profondes dans maints sous-systèmes qui intègrent l'économie laquelle n'est plus maîtrisable dans les circonstances présentes et par les seuls moyens de correction disponibles.

À cet égard, les économies moins intégrées offrent paradoxalement plus d'atouts en vue des changements profonds que les économies trop intégrées. Les économies des pays méditerranéens tombent, de façon générale, dans le premier cas. Il s'agit d'économies où, malgré leurs grands problèmes spécifiques (notamment la pauvreté et l'inégalité), présentent des degrés de liberté encore considérables, soit en ce qui concerne leur système productif (complémentarité d'activités, dimension du secteur informel, etc.) soit en ce qui concerne leur *pattern* de consommation (moins de biens superflus que dans les économies avancées du point de vue industriel).

Dans un sens inverse, il faut tenir compte du caractère fort dépendant de beaucoup des économies des pays de la région méditerranéenne à l'égard de l'extérieur, notamment: leur niveau d'endettement, l'importance stratégique du capital étranger et en particulier des ETN dans ces pays, leur dépendance technologique structurelle, les compromis d'ordre politique et géostratégique qui subsistent. L'adoption d'un nouveau style de développement doit faire face aux contraintes concrètes sous-mentionnées et, lui-même, il doit intégrer une composante de renforcement d'un mouvement de *de-linking*. En effet, un nouveau style de développement suppose aussi l'augmentation de la capacité interne de faire des choix d'alternatives basées sur les intérêts des peuples concernés, leur présent et leur avenir.

Une stratégie orientée vers un nouveau style de développement doit, donc, privilégier les vecteurs suivants:

- Priorité à la satisfaction de besoins essentiels par des moyens axés sur l'utilisation des ressources régionales et nationales. Cette articulation besoins-ressources semble essentielle quoiqu'elle soit fréquemment menacée par des modèles importés de l'extérieur. Voir, par exemple, la mode des grands «centres commerciaux» à l'américaine créés dans des espaces souterrains, obligeant à des consommations intensives d'énergie, carrément inappropriés aux villes méditerranéennes, riches en soleil et dont les gens aiment la vie en plein air;
- Priorité à la création d'égalité d'opportunités en matière d'emploi (création de nouveaux postes et redistribution plus équitative de l'emploi existant);
- Priorité au développement de l'agriculture et à l'amélioration du niveau et de la qualité de la production alimentaire, grâce à l'adoption de technologies appropriées et écologiquement

basées. Il pourrait s'avérer dramatique la transposition vers la région méditerranéenne d'un type d'agriculture extensive, éventuellement adaptée aux États Unis ou aux pays du nord de l'Europe. Les spécialistes ont déjà montré le risque qui représenterait pour la région méditerranéenne la généralisation des monocultures, par exemple;

- Priorité à l'adoption d'un *pattern* de spécialisation industrielle écologiquement basée qui soit appropriée aux ressources de chaque région et qui puisse minimiser la dépendance vis-à-vis l'extérieur. L'expérience accumulée à cet égard montre de façon innéquivoque qu'une dépendance excessive de l'étranger (matières premières, technologie, capital, marché) est à la source de beaucoup de goulots de l'étranglement et de crises et aussi qu'elle amène à plusieurs irrationalités: la consommation excessive d'énergie, le gaspillage des tares perdues, l'obsolescence des produits artificiellement créée pour des raisons de rentabilité, etc (4);
- Priorité à une participation étendue à différents niveaux y compris la prise en considération des sociétés locales comme sujets intervenants au processus de développement;
- Priorité à la qualité du travail, notamment dans son rapport avec la réalisation personnelle, ce qui empêche le parcellement exagéré et suggère la découverte de rythmes et contenus du travail humain appropriés aux aspirations des gens.

Celui-ci est un domaine qui, dans les modèles conventionnels de croissance, est tout à fait subjugué aux critères intéressant le capital seul. La notion même de productivité du travail n'est élaborée que dans l'optique de celui qui doit contrôler le travail. Le degré de satisfaction personnelle du travailleur, le taux d'accidents, etc., sont des indicateurs qui devraient également être pris en considération dans les analyses sur l'évaluation du développement.

3 – La société locale en tant que sujet du développement

La participation de la société locale au développement doit être considérée comme un but du développement et sera donc un indicateur à en tenir compte dans les systèmes d'évaluation.

Mais la participation de la société locale au développement est aussi une condition à la viabilité d'un certain style de développement. Tout d'abord, car ce style ne s'impose qu'au travers d'une base sociale favorable qui pres-

(4) Un pays comme la France pourrait se passer de toute son énergie nucléaire s'il avait une politique industrielle d'épargne énergétique dans 3 domaines: choix de technologies plus appropriées du point de vue énergétique, recyclage des résidus et des emballages, garantie de durée des produits (vide Projet Alter — Groupe de Bellevue).

sionne le pouvoir politique dans ce sens-là; d'autre part, car c'est au travers de la participation que l'on peut introduire de nouveaux critères de rationalité économique.

L'exemple de l'impact économique de différents projets est peut être parmi les plus frappants. La pondération coûts-avantages faite par la société locale à propos d'un nouveau projet industriel est sûrement très différente en ce qui concerne l'environnement que celle faite par le bureau technique de l'entreprise en question ou les propriétaires du capital à investir. Pareillement, dans d'autres situations, la participation locale permet de dépasser les critères des logiques isolées (maximalisation de la rentabilité d'un seul facteur ou d'une seule ressource) et les remplacer par des vues d'ensemble. Il s'agit de faire apparaître une nouvelle logique économique en introduisant dans le système de nouveaux agents intervenants.

La considération de la société locale en tant qu'agent de développement permet d'atteindre les conséquences suivantes:

i) L'allocation des facteurs de production en fonction de l'utilisation maximale de l'ensemble de ces facteurs au lieu de basée sur la rentabilité maximale d'un seul facteur pris isolement (le capital, le travail, la terre).

À ce propos, la question de l'emploi mérite une attention particulière. En effet, de par sa nature, le travail humain ne peut être objet de stockage; il se perd donc s'il n'est pas employé. D'autre côté, il faut tenir compte que le travail humain n'est pas séparable de la personne et il est parmi les facteurs de réalisation et satisfaction personnelle. La société locale en tant que sujet du développement permettra de tenir compte de cette dimension du problème, autrement ignorée par le calcul économique.

Le chômage (et même le sous-emploi) est un facteur d'érosion de la qualité des ressources humaines, phénomène auquel la société locale ne peut demeurer insensible.

Dans d'autres domaines aussi, la participation de la société locale est un facteur d'identification de ressources potentielles, autrement ignorées et de coûts implicites, autrement oubliés.

ii) Une organisation économique et sociale plus adaptée au critère spatial ayant des conséquences en ce qui concerne l'accessibilité de biens et de services, la concentration/déconcentration des activités et des pouvoirs, l'appropriation des résultats du développement.

La notion d'espace a été éloignée de la problématique de la croissance économique, qui s'est basée et qui est appréciée surtout selon des critères fonctionnels (croissance du produit par branche). Un renversement du concept même de développement qui ne l'identifie plus avec la croissance du produit ouvre la porte à la considération d'autres dimensions, notamment celle de l'espace — le développement en tant qu'élargissement des chances offertes aux individus, groupes sociaux et communautés en tant que telles, de voir améliorées leurs conditions de vie et capacités de sustentation de leur progrès à l'avenir, là ou elles existent.

C'est dans ce contexte que la participation de la société locale au processus du développement prend tout son ampleur. Elle y entre comme sujet, acteur de l'enjeu du développement, pour y créer une dialectique propre.

On peut se demander quelle est la logique spécifique de la société locale comme sujet du développement. On y décerne quatre composantes fondamentales:

- Le critère de l'utilisation maximale (y inclus l'approche qualitative) des ressources locales (matières premières, énergie, ressources humaines), actuelles et potentielles;
- Le critère de l'utilisation des ressources locales en faveur de la population locale, ou, dit autrement, maximalisation de l'appropriation des résultats du développement par la population locale même;
- Le critère de l'intégration des changements inérents au développement dans le contexte des valeurs culturelles locales, en donnant lieu à la réduction des tensions et des conflits propres à l'innovation et aux changements structurels;
- Le critère de l'augmentation de la capacité d'autonomie et de choix de la part de la société locale vis-à-vis d'autres espaces économiques et politiques; la société locale profitera du processus d'apprentissage (information) pour renforcer la capacité de décision (pouvoir politique).

La participation ne s'improvise pas et elle est, rarement aussi, le fruit de l'affirmation spontanée des communautés locales. Celles-ci sont, en générale, si aliénées par les sociétés dominantes (la bourgeoisie des villes ou les grands intérêts internationaux) qu'elles ne sont pas en mesure de prendre l'initiative de commencer des projets revendicatifs conséquents.

Le chemin qui se présente le plus approprié consistera à faire un effort de décentralisation à partir du pouvoir central, qui inaugure un style différent de rapport entre gouvernement central et sociétés locales. La décentralisation de l'Administration Publique, en particulier, y inclus les organisations et l'encadrement de la politique du développement devra permettre d'ouvrir la voie à des solutions plus exigeantes dans le domaine de l'autonomie régionale.

On voudrait encore souligner que l'incentive à la participation des sociétés locales au développement constitue un facteur très important pour acquérir une frontière plus large d'autonomie face à l'extérieur, ce qui, comme l'on a déjà constaté, constitue une condition *sine qua non* d'un nouveau style de développement.

Pour finir, il est utile d'ajouter que l'emphase que l'on a mis sur un projet de développement alternatif pour la région méditerranéenne qui, bien sûr, passe par un renforcement des rapports entre les pays de la région, n'implique pas nécessairement que l'on préconise de tourner le dos à l'adhésion à la CEE. On admet comme possible l'imbrication d'un scénario euro-centré

avec l'affirmation (et concrétisation en termes de viabilité historique) d'une voie alternative de développement plus respectueuse des caractéristiques propres des pays concernés et moins onéreuse en termes de transférence de ressources dans le sens des plus pauvres aux plus riches.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIN, S., e outros — *Dynamics of Global Crisis* (1982).
- CARDOSO, F. H. — «Another development: approaches and strategies», in *Marc Nerfin* (1977), oeuvre citée (1977).
- FUA, G. — «Lagged development and economic dualism», in *BNL Quarterly Review*, fine (1978).
- GALTUNG, J. — «A concept of development centered on the human being», in *Révue Canadienne d'Études de Développement*, vol. II, n.° 1 (1981).
- MOURA, F. P. — «Ciclos políticos e modelos político-económicos», in *Estudos de Economia*, vol. I, n.° 3, Maio-Agosto (1981).
- NERFIN, M. — *Another Development*, ed. Dag Hammarskjöld Foundation (1977).
- PINTO, A. — «Estilos de desarrollo: conceitos, opiniones, viabilidad», in *El Trimestre Económico* (1978).
- SACHS, I. — *Stratégies de l'Écodéveloppement*, ed. Économie & Humanisme (1980).
- SAMPEDRO, J. L. — «La crisis del desarrollo y la ampliacion», in *Seers & Vaitsos*, ed. (1981) — *La segunda ampliación de la CEE: integración de socios desiguales*, Banco Exterior de España, Madrid (1981).
- SEERS, D. — *Dependency Theory — A Critical Reassessment*, ed. Frances Printer (1981).
- SILVA, M. — «Emploi, besoins essentiels et industrialisation au Portugal», *BIT*, WEP 2-32/W P-29 (1981).
- SILVA, M. — «Crescimento e pobreza em Portugal 1950-74», in *Análise Social*, n.°s 72-73-74 (1982).
- SILVA, M. — «Eradication and poverty — a crucial issue in social planning», in *Estudos de Economia*, vol. III, n.° 3 (1983).
- STÖHR, W.; TAYLOR, F. — *Development from Below*, Jhon Villas & Son (ed. 1981).
- TSOUKALIS, L. — *The European Community and its Mediterranean Enlargement* (1981).